

Communiqué de presse

Jeudi 26 février 2009

Politique financière et programmes conjoncturels : la prudence est de mise

Enquête auprès de la population sur les perspectives économiques et les programmes de stabilisation conjoncturelle

Aux yeux de la population, les perspectives conjoncturelles s'assombrissent nettement. Il n'en reste pas moins qu'une majorité des électeurs croit que la Suisse est moins durement touchée que d'autres pays par le ralentissement mondial de la conjoncture. Si elles saluent les programmes visant à stimuler la conjoncture, les personnes interrogées ne pensent pas qu'ils peuvent éviter une récession. De plus, elles en appellent à une politique financière prudente en lien avec les programmes conjoncturels. Selon elles, ces programmes doivent être limités dans le temps, ils doivent permettre de garantir des emplois et améliorer durablement la compétitivité de l'économie. Cependant, il convient également de maintenir la discipline du côté des dépenses et d'éviter les hausses d'impôts. Telles sont les résultats principaux d'une enquête représentative sur la politique conjoncturelle réalisée par gfs.bern à la mi-février à la demande d'economiesuisse.

Pour l'heure, 50 % des personnes interrogées jugent la situation économique encore satisfaisante. Le climat n'est donc pas apocalyptique. Les Suisses se montrent toutefois pessimistes pour l'avenir. 51 % d'entre eux s'attendent à une détérioration de la situation au cours des douze prochains mois. Le scepticisme est surtout le fait de la population d'âge moyen. Mais une majorité des sondés estiment que la Suisse va bien en comparaison avec l'étranger. 60 % partent du principe que la Suisse est moins touchée que d'autres pays. Seulement 4 % pensent que la Suisse sera touchée plus durement. En Suisse allemande, la population est plus confiante qu'en Suisse romande et au Tessin.

Quelles doivent être les priorités de la politique conjoncturelle d'après les électeurs ? La sécurisation des emplois remporte le plus de suffrages (93 %). Elle est suivie par la renonciation à des hausses d'impôts (89 %), le renforcement de la compétitivité de l'économie via des investissements durables (89 %), la garantie de la discipline en matière de dépenses (82 %) et des interventions étatiques limitées dans le temps (76 %). Ces objectifs largement plébiscités constituent les pierres angulaires de la politique conjoncturelle souhaitée par la population. Ils correspondent aux mesures introduites par le Conseil fédéral et à l'orientation souhaitée par l'économie. Toutefois, la direction exacte à prendre n'est pas claire. Une moitié de la population plaide pour des baisses d'impôt et l'autre pour une hausse des dépenses.

En matière de politique conjoncturelle et financière, les électeurs appellent à la prudence. 82 % des sondés estiment que les dépenses supplémentaires devront être compensées par des économies

ultérieures. Ils rejettent de futures hausses d'impôts aux fins de stabiliser la conjoncture (51 %). Les personnes ont aussi été interrogées sur leur degré d'acceptation de diverses mesures de politique conjoncturelle. Ce sont la promotion de la rénovation énergétique d'immeubles anciens, l'amélioration des conditions pour les entreprises exportatrices et les allègements en faveur des familles qui ont récolté le plus de voix. La prolongation du chômage partiel est aussi saluée par une grande majorité des électeurs. La baisse des impôts des entreprises a également remporté une majorité de suffrages. Ce n'est pas le cas de la baisse de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Il faut noter en ce qui concerne la votation sur le relèvement temporaire de la TVA pour financer l'AI que la majorité des personnes interrogées refuseraient aujourd'hui ce relèvement pour des raisons de politique conjoncturelle (55 %).

Au total, 1005 personnes ont été interrogées entre les 16 et 21 février. La marge d'erreur est de 3,2 %. Ce sondage représentatif a été réalisé par gfs.bern à la demande d'economiesuisse.

Le rapport peut être téléchargé sur le site www.economiesuisse.ch.

Pour tous renseignements :

Urs Rellstab, directeur suppléant, economiesuisse, téléphone : 044 421 35 35

Professeur Rudolf Minsch, chef économiste, economiesuisse, téléphone : 044 421 35 35

gfs.bern:

Claude Longchamp, président de la direction, gfs.bern, téléphone : 031 311 08 06